Les allemands, nouveaux ennemis déclarés

Autor(en): **Lenzin, René**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **38 (2011)**

Heft 4: **Élections parlamentaires 2011**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-911928

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Les Allemands, nouveaux ennemis déclarés

La question des étrangers et de l'immigration a toujours été un thème de prédilection pendant les campagnes électorales. Mais cette fois-ci, le débat ne porte pas sur des étrangers venus de loin mais sur nos voisins européens qui, grâce à la libre circulation des personnes, n'ont jamais été aussi nombreux en Suisse.
Par René Lenzin

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: le nombre de résidents étrangers permanents en Suisse est passé de 1 406 430 en 1999 à 1 714 004 fin 2009, représentant ainsi 22% de la population. Si l'on inclut des personnes effectuant un séjour de courte durée et celles qui se trouvent dans le processus d'asile, ce nombre s'élève à 1 802 300 étrangers, soit 22,9%. On peut y ajouter environ 215 000 frontaliers qui viennent travailler en Suisse les jours ouvrables. L'Office fédéral de la statistique n'avait pas encore publié les chiffres définitifs de 2010 à la clôture de la rédaction. Mais on sait déjà que le nombre des étrangers a poursuivi sa croissance.

Si cette augmentation constante de l'immigration est le reflet du succès économique de la Suisse et de l'attractivité de son marché du travail, elle attise aussi la peur d'une surpopulation étrangère. Une peur récupérée par le mouvement écologique Ecopop qui entend limiter l'immigration par le biais d'une initiative populaire. Lancé début mai, ce projet demande de restreindre à 0,2% par an en moyenne l'augmentation de la population en Suisse, alors qu'elle était de 1,3% au cours des dernières années. Mais la politique s'est également emparée de cette peur, comme le révèle la campagne électorale actuelle, dont la question des étrangers constitue l'un des principaux thèmes.

Neuf sur dix sont originaires de l'UE

Cette thématique se résume à la libre circulation des personnes. Ce sont de moins en moins des immigrés à l'allure exotique et aux noms étrangers qui font la une mais de plus en plus des ressortissants européens. Leur nombre a augmenté de manière démesurée depuis que l'accord entre la Suisse et l'UE sur la libre circulation des personnes a pris effet en 2001. D'après un récent rapport de la Confédération, l'augmentation annuelle moyenne de la population étrangère est passée de 26 000 à 37 400. Les ressortissants de l'UE et de la zone de libre-échange européen (AELE) totalisent 89% de cette hausse depuis 2001 alors qu'auparavant, presque aucun étranger n'était originaire de ces pays.

Les citoyens allemands et portugais ont enregistré les plus forts taux d'augmentation pendant ces dix dernières années. Si le nombre d'Allemands en Suisse entre 1992 et 2001 est passé de 87 000 à 119 000, soit 3,3% par an en moyenne, leur augmentation entre 2002 et 2010 est de 17,6% par an. A la fin de l'année dernière, 277 000 Allemands vivaient en Suisse, et presque autant de Portugais. Avant la libre circulation, leur croissance moyenne annuelle était de 3,7%. Ensuite, elle est passée à 8,7%.

Ce changement dans la structure de l'immigration a aussi modifié le discours politique, en particulier à gauche et dans les syndicats, où la traditionnelle approbation à une plus grande ouverture, voire à une adhésion à l'UE, est de moins en moins tranchée.

Aujourd'hui, leur politique d'immigration tend moins à mettre en œuvre des mesures d'intégration pour des étrangers disposant d'une formation médiocre qu'à prendre des mesures visant à protéger les classes moyennes de la concurrence étrangère sur le marché du travail et du logement. De l'autre côté de l'échiquier politique, l'Union démocratique du centre (UDC) se voit confortée dans son traditionnel scepticisme face à l'immigration. Elle exige que la Suisse régule à nouveau le nombre d'immigrés, ce qui nécessiterait de renégocier l'accord sur la libre circulation, voire de le résilier.

Le Conseil fédéral et les partis du centre comme les libéraux (PLR) et les démocrates chrétiens (PDC) s'opposent à cette revendication. Ils sont certes prêts à punir plus fortement certains abus dans les conditions de salaire ou de travail. Mais ils soulignent avant tout les aspects positifs de la libre circulation des personnes, qui fournit à la Suisse une main-d'œuvre qualifiée et a ainsi contribué au succès économique de ces dernières années.

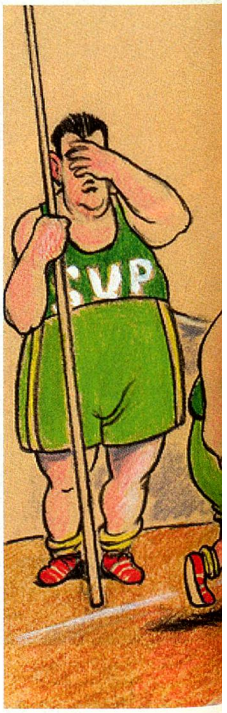
L'immigration pendant la crise

Le rapport de la Confédération évoqué ci-dessus confirme l'immigration de travailleurs très qualifiés. D'après les experts, cette tendance était apparue avant la libre circulation mais s'est accentuée après. La moitié des étrangers actifs arrivés en Suisse entre juin 2002 et mai 2009 étaient titulaires d'un diplôme de l'université ou d'une grande école. Un autre tiers avait obtenu une maturité ou achevé une formation professionnelle.

Quoi qu'il en soit, ce rapport montre aussi que les conséquences de la libre circulation des personnes ne sont pas toujours celles qui avaient été prédites. Un exemple: l'immigration nette a certes reculé lors de la récente crise économique par rapport à la phase précédente marquée par une conjoncture favorable, mais le surplus de la population étrangère s'est maintenu en 2009 et 2010 à un niveau «relativement élevé en comparaison à long terme». Il n'est pas encore possible de tirer des conclusions claires quant aux répercussions sur le chômage, plus élevé parmi les étrangers en dehors de l'UE/AELE.

Selon le rapport, ce phénomène n'est pas nouveau et ne dépend pas de la libre circulation des personnes. Toutefois, ce réservoir supplémentaire de candidats augmente les difficultés de ce groupe à retrouver un travail. Il en va de même dans les régions où les frontaliers sont nombreux. Apparemment, «il serait plus difficile à présent pour les demandeurs d'emploi d'y trouver du travail».

Jusqu'à présent, une nette majorité d'électeurs a approuvé la libre circulation des personnes lors de plusieurs votations. Les élections d'octobre montreront si le peuple souhaite rester sur cette voie ou accroître le pouvoir de ceux qui exigent des «contrôles rigoureux à l'arrivée», voire une limitation de l'immigration.



Caricature: Peter Gut / bilanz